



PRÉFÈTE DE LA CREUSE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Mission
Interministérielle
et Projets**

Arrêté préfectoral n° 23-2023-01-12-00002
complétant les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2009-0087 du 23 janvier 2009
autorisant la société AFBAT (depuis TB INDUSTRIE SAS) à poursuivre l'exploitation de ses
installations de traitement de surfaces sur la commune de Guéret

LA PRÉFÈTE DE LA CREUSE
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-0087 du 23 janvier 2009 autorisant la société AFBAT à poursuivre l'exploitation de ses installations de traitement de surfaces sur la commune de Guéret ;

Vu le courrier du 12 avril 2017 formalisant la cessation partielle d'activité du site suite à l'arrêt du traitement de surfaces porté à connaissance du préfet de la Creuse dans un courrier de l'exploitant du 9 janvier 2017 ;

Vu le courrier de la société TB INDUSTRIE SAS en date du 3 mai 2021, notifiant le changement d'exploitant des installations de Guéret à son profit par suite d'une fusion-absorption en date du 1^{er} décembre 2020 ;

Vu également le courrier de la société TB INDUSTRIE SAS du 10 décembre 2021 par lequel l'exploitant porte à connaissance la modification de ses installations ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 4 janvier 2023 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 9 décembre 2022 à la connaissance du demandeur ;

Vu le courriel de l'exploitant reçu le 12 décembre 2022 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions associées ;

Vu la réponse faite le 4 janvier 2023 aux observations formulées par la société TB INDUSTRIE SAS ;

Considérant que les installations exploitées par la société TB INDUSTRIE SAS sont d'ores et déjà encadrées par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2009 susvisé ;

Considérant que les modifications des installations (arrêt de l'activité de traitement de surfaces et réorganisation des ateliers dans le but d'une réorientation de l'activité en dépôt logistique) n'induisent pas d'impacts significatifs supplémentaires sur l'environnement ;

Considérant que les modifications entreprises par l'exploitant sont considérées comme non-substantielles au sens du Code de l'environnement ;

Considérant, toutefois, que la demande précitée doit donner lieu à des prescriptions complémentaires de la préfète de la Creuse ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la creuse,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Autorisation

L'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2009-0087 du 23 janvier 2009 susvisé est désormais rédigé comme suit comme suit :

« La société par actions simplifiées TB INDUSTRIE SAS, dont le siège social est sis « 504, avenue du canton de Levens – 06690 TOURRETTE-LEVENS », est autorisée à exploiter, sous réserve du respect des dispositions portées par le présent arrêté, des installations de travail des métaux et de stockage de pièces métalliques situées en zone industrielle « Cher du Prat » sur la commune de Guéret. »

ARTICLE 2 : Tableau des activités

Le tableau des activités répertoriées dans la nomenclature des installations classées figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2009-0087 du 23 janvier 2009 susvisé est actualisé comme suit :

Rubrique	Alinéa	A, DC ou D ⁽¹⁾	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Volume autorisé ⁽²⁾
2566	1-a	A	Nettoyage et décapage des métaux par traitement thermique	a) La capacité volumique du four étant supérieure à 2 000 litres	<u>Volume du four :</u> 4 000 litres
2560	2	DC	Travail mécanique des métaux et alliages , à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b	2) la puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 150 kW mais inférieure ou égale à 1000 kW	<u>Puissance :</u> 332,25 kW
2910	A-2	DC	Combustion , à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes	A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la	<u>Puissance thermique maximale de l'installation :</u> 1,7 MW Combustible : gaz naturel

				définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	
2925	1	D	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques	1) Lorsque la charge produit de l'hydrogène. La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	<u>Puissance utilisable :</u> 62,5 kW

(1) A : autorisation, DC : déclaration avec contrôle périodique ou D : déclaration

(2) Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

Les installations respectent également les dispositions des arrêtés ministériels suivants :

- arrêté ministériel du 29 mai 2000 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925-1 (ateliers de charge d'accumulateurs électriques),
- arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié susvisé relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 pour les dispositions applicables aux installations existantes.

Un plan des différents bâtiments est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 3 : Valeurs limites dans les rejets atmosphériques

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec.

3.1 Installation de combustion

Les émissions atmosphériques issues de l'installation de combustion respectent les valeurs limites suivantes qui s'appliquent à partir du 1^{er} janvier 2030 :

Valeurs limites d'émission	Concentration en mg/Nm ³
NOx (oxydes d'azote)	150
CO (monoxyde de carbone)	100

Le débit des effluents gazeux ainsi, que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 3 %.

3.2 Four de décapage

Les effluents issus du four de décapage respectent les valeurs limites suivantes :

Valeurs limites d'émission	Concentration en mg/Nm ³
Poussières totales	Si flux < 0,5 kg/h : 150 Si flux > 0,5 kg/h : 100
COV (composés organiques volatils) exprimée en carbone total	20

Le point de rejet dépasse d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.

3.2 Atelier de travail des métaux

Les effluents issus de l'atelier de travail des métaux respectent les valeurs limites suivantes :

Valeurs limites d'émission	Concentration en mg/Nm ³
Poussières totales	Si flux < 0,5 kg/h : 150 Si flux > 0,5 kg/h : 100

De même, les valeurs limites d'émission pour les métaux sont les suivantes :

Composés	Valeur limite d'émission compte tenu du flux horaire maximal (métaux et composés sous forme gazeux et particulaire)
cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	si le flux horaire total de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés dépasse 1 g/h : 0,05 mg/Nm ³ par métal et 0,1 mg/Nm ³ pour la somme exprimée en Cd+Hg+Tl
arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	si le flux horaire total d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés dépasse 5 g/h : 1 mg/Nm ³ , somme exprimée en As+Se+Te
plomb (Pb) et ses composés	si le flux horaire total de plomb et de ses composés dépasse 10 g/h : 1 mg/Nm ³ valeur exprimée en Pb

Composés	Valeur limite d'émission compte tenu du flux horaire maximal (métaux et composés sous forme gazeux et particulaire)
antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et leurs composés dépasse 25 g/h : 5 mg/Nm ³ , somme exprimée en Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn

ARTICLE 4 : Surveillance des rejets atmosphériques

Les dispositions de l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2009-0087 du 23 janvier 2009 susvisé sont désormais rédigées comme suit :

« Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés à l'article précédent sont effectuées aux points de rejets correspondants, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les trois ans.

Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.

À défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulière ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NF X44. 052 (version 2002) doivent être respectées.

Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée. »

ARTICLE 5 : Cessation de l'activité de traitement de surfaces

Afin de tenir compte de l'arrêt de l'activité de traitement de surfaces, les articles suivants de l'arrêté préfectoral n° 2009-0087 du 23 janvier 2009 susvisé sont **abrogés** :

- Prévention de la pollution atmosphérique : articles 3.2.2 à 3.2.5 ;
- Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques : articles 4.1.3 et 4.3.9 ;
- Prévention des risques technologiques : article 7.6.3.2 ;
- Surveillance des rejets : articles 9.2.3, 9.2.4, 9.3.3 et 9.3.4.

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2009-0087 du 23 janvier 2009 susvisé demeurent inchangées.

ARTICLE 6 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction

Il peut être déféré auprès du tribunal de Limoges, 2, cours Bugeaud, CS 40410, 87011 LIMOGES cedex (y compris via l'application Télérecours citoyens accessible sur le site www.telerecours.fr) :

- 1) par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - (a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article 7 du présent arrêté ;
 - (b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 7 : Publicité

Conformément aux dispositions du Code de l'environnement :

- 1° - Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Guéret et peut y être consultée.

2° - Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie de Guéret pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire ; le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 8 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Creuse, Mme le Maire de Guéret et l'Inspecteur de l'environnement de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Nouvelle-Aquitaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société TB INDUSTRIE SAS.

Une copie en sera adressée à :

- Mme le Maire de Guéret,
- Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Nouvelle-Aquitaine,
- M. le Directeur Départemental des Territoires de la Creuse,
- Mme la Directrice Départementale des Services d'Incendie et de Secours de la Creuse,
- Mme la Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail, de la Solidarité et de la Protection des Populations de la Creuse.

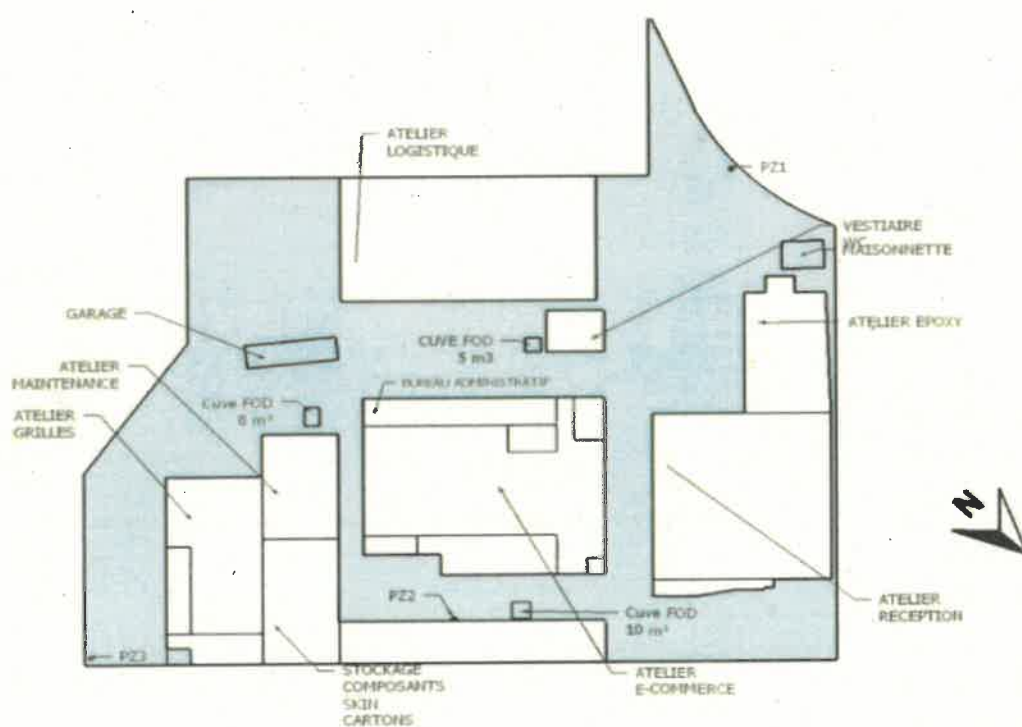
Guéret, le 12 JAN. 2023

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire général,


Bastien MEROT

ANNEXE

Plan des bâtiments actuels



Vu pour être annexé
à notre arrêté en date de ce jour
GUERET, le 12 JAN 2023